
**ÉTUDE DES CRÉDITS
2015-2016**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**

PROGRAMME 7 - HABITATION

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

AVRIL 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

Demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle

Société d'habitation du Québec

N°	Titre	Page
1.	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2014-2015.	1
2.	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2014-2015.	3
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses.	5
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)	7
5.	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou organisée par une firme externe.	11
6.	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.	13
7.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2014-2015.	15
8.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.	17
9.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i> .	19
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2014-2015.	21
11.	Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	23
12.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	25
13.	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois).	31

N°	Titre	Page
14.	Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2014-2015 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie.	33
15.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation).	35
16.	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction, le nombre de départs à la retraite et de remplacements.	47
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2014-2015.	49
18.	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, pour 2014-2015, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.	51
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2014-2015.	53
20.	Liste des sommes d'argent versées en 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.	55
21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.	57
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	22
23.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2014-2015.	61
24.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.	63
25.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2014-2015.	65
26.	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	67
27.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels).	69
28.	Nominations, depuis le 1er avril 2014, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée.	71
29.	Pour 2014-2015, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.	73
30.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015.	75

N°	Titre	Page
31.	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2014-2015.	77
32.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2014-2015 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	79
33.	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2014-2015 et les prévisions pour 2015-2016.	81
34.	Tel que le mentionne la <i>Politique de financement des services publics</i> , l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2015-2016.	83
35.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2014-2015 et les prévisions 2015-2016.	85
36.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2014-2015, ainsi que les prévisions pour 2015-2016 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	87
37.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	89
38.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	91
39.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2014-2015 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	93
40.	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?	95
41.	Pour 2014-2015, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?	97
42.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	99

N°	Titre	Page
43.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	101
44.	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2014-2015 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2015-2016. Pour chacun de ces programmes existants en 2014-2015, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2015-2016, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	103
45.	Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	105
46.	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.	107
47.	Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2014-2015 et prévisions pour 2015-2016.	109
48.	Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2014-2015 qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.	111
49.	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016.	113
50.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.	115
51.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2014-2015, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	117
52.	Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014.	119
53.	Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2014-2015 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.	121
54.	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	123

QUESTION 1**LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015**

Date	Endroit	Intervenants SHQ	Objectifs	Coût total du voyage
Avril 2014 (6 au 8)	Halifax	M. Guy Robichaud, ingénieur	Participer au comité permanent sur les matières dangereuses du Conseil national de recherche du Canada, en lien avec la révision des codes nationaux.	- \$
Avril 2014 (29 au 2 mai)	Edmonton	M. Julien Bédard, conseiller Mme Nathalie Doyon, conseillère M. Wail Aazari, chef de service	Participer et représenter la Société d'habitation du Québec (SHQ) au Congrès de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine, qui a porté sur le thème du logement et de l'itinérance. Un représentant de la SHQ y a notamment effectué une présentation à l'occasion d'un atelier.	7 896,04 \$
Juin 2014 (8 au 13)	Charleroi et Bruxelles (Belgique)	M. Alain Bellefeuille, directeur M. David Roy, chef d'équipe	Participer à des rencontres et échanges avec la Société Wallonne du Logement sur la thématique du cadastre du logement. Entreprendre des premiers échanges avec les acteurs du domaine du logement social dans la Région de Bruxelles-Capitale afin de déterminer des avenues de collaboration.	2 524,24 \$

Date	Endroit	Intervenants SHQ	Objectifs	Coût total du voyage
Juin 2014 (13 au 21)	Arras et Paris (France)	M. Alain Bellefeuille, directeur	Participer et représenter la Société d'habitation du Québec (SHQ) à la 47 ^e Conférence du Réseau Habitat et Francophonie. Rencontrer des représentants de l'Union Sociale pour l'habitat (USH) afin de discuter de la poursuite de l'entente de collaboration entre l'USH et la SHQ.	2 795,91 \$
Septembre 2014 (19 au 27)	Lyon (France)	M. Alain Bellefeuille, directeur	Participer et représenter la SHQ au Congrès annuel de l'USH. Participer à une rencontre du conseil d'administration du Réseau Habitat et Francophonie.	4 004,30 \$
Octobre 2014 (3 au 9)	Ottawa	Mme Annie Tremblay, directrice	Participer à la Conférence nationale de l'Institut des auditeurs internes du Canada.	1 452,59 \$

QUESTION 2

**POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE
MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS
AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2014-2015, LES COÛTS
VENTILÉS, LES DATES DU DÉPART ET DU RETOUR ET L'ITINÉRAIRE**

Aucun au 28 février 2015.

QUESTION 3

**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET),
EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE
(Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME**

Description des activités	Dépenses 2014-2015
PUBLICITÉS (contrat gré à gré)	
• Site Internet de Protégez-vous (du 10 novembre 2014 au 1 ^{er} décembre 2015)	4 995,00 \$
ARTICLES PROMOTIONNELS (aucun contrat)	
• Promopop	1 346,00 \$
PARTENARIATS (aucun contrat)	
• Association de la construction du Québec	2 500,00 \$
• Association des directeurs d'offices d'habitation du Québec	3 000,00 \$
• Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec	1 000,00 \$
• Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec – région de Québec	4 000,00 \$
• Confédération québécoise des coopératives d'habitation	2 000,00 \$
• Contech Itée	5 000,00 \$
• Écohabitation	5 000,00 \$
• Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain	2 400,00 \$
• Fédération des coopératives d'habitation montréalaises	250,00 \$
• Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	5 000,00 \$
• Fondation Rues principales	20 000,00 \$
• La garantie Qualité Habitation	8 000,00 \$
• L'École d'architecture de l'Université Laval	2 500,00 \$
• Office municipal d'habitation de Saint-Jérôme	1 050,00 \$
• Ordre des architectes du Québec	500,00 \$

Description des activités	Dépenses 2014-2015
COMMUNIQUÉS DE PRESSE (appel d'offres public du gouvernement du Québec)	
• CNW Telbec	730,04 \$

Données du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015.

QUESTION 4**LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE,
D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.)****2014-2015**

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Mode d'octroi de contrat (Gré à gré, appel sur invitation, entente gouvernementale)	Coût global
Annonce des unités <i>AccèsLogis Québec</i> pour la Ville de Gatineau	Conférence de presse	Audio Design 7604653 Canada inc. Hôtel Quality Inn & Suites - Gatineau Avis	Contrat gré à gré Entente gouvernementale Entente gouvernementale	860,88 \$**
Annonce des unités <i>AccèsLogis Québec</i> pour la Ville de Montréal	Conférence de presse	Centre de services partagés du Québec Le Square Phillips Hôtel et Suites	Entente gouvernementale Entente gouvernementale	2 356,77 \$**
Annonce des unités <i>AccèsLogis Québec</i> pour la Ville de Québec	Conférence de presse	Ville de Québec Taxi Coop Québec	Entente gouvernementale	25,66 \$*
Annonce de la disponibilité d'une somme de 7 M\$ pour venir en aide aux victimes de la pyrrhotite	Conférence de presse	Centre de services partagés du Québec	Entente gouvernementale	1 229,33 \$**

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Mode d'octroi de contrat (Gré à gré, appel sur invitation, entente gouvernementale)	Coût global
Annonces d'investissements en travaux majeurs de rénovation, d'amélioration et de modernisation pour certains offices municipaux d'habitations (3 conférences de presse)	Conférence de presse	OMH de Bécancour OMH de Nicolet OMH de la Ville de Granby	N/A N/A N/A	984,29 \$*
Cérémonies officielles (visites de chantier, pelletées de terre et inaugurations) de projets AccèsLogis Québec (42 conférences de presse)***	Conférence de presse	Centre de services partagés du Québec (panneaux de chantier) Transcontinental Estampes-Ray inc. Le Flag Shop (hampe, base, sac - drapeau) Boutique du lutrin 23 services de traiteur Centre de services partagés du Québec Concorde inc. Hôtel Le Dauphin - Montréal Entreprise Québec	Entente gouvernementale Contrat gré à gré Contrat gré à gré Contrat gré à gré Contrat gré à gré N/A Entente gouvernementale Contrat gré à gré Entente gouvernementale Entente gouvernementale	27 492,32 \$**
Concours Prix Habitat novateur pour aînés	Conférence de presse	L'Espace-mots Estampes Ray inc.	Appel sur invitation Contrat gré à gré	325,50 \$*
Premier anniversaire d'exploitation du premier office régional d'habitation au Québec	Conférence de presse			81,01*

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Mode d'octroi de contrat (Gré à gré, appel sur invitation, entente gouvernementale)	Coût global
<p>Entretiens sur l'habitat</p> <p>Thème : L'innovation sociale en matière d'habitation : réalisations, potentiel et défis</p>	Organisation d'événements	<p>Société du Palais des congrès de Montréal (salle)</p> <p>Le Groupe SPL</p> <p>Société du Palais des congrès de Montréal</p> <p>Autobus Auger inc.</p> <p>Capital Traiteur Montréal inc.</p> <p>Marie-Claude Lavallée.com, Marie-Claude Lavallée, animatrice</p> <p>Christian Jetté, conférencier (professeur agrégé à l'École de service social de l'Université de Montréal)</p> <p>Jeannette LeBlanc, conférencière (professeur titulaire au Département de psychologie de l'Université de Sherbrooke)</p> <p>Municipalité régionale de comté de Joliette, Gabrielle Coulombe, conférencière (coordonnatrice du projet Vieillir en demeurant dans sa communauté rurale)</p> <p>Programme d'encadrement Clinique et d'hébergement P.E.C.H., Benoît Côté, conférencier (directeur général du PECH)</p> <p>Jean-François Vachon, conférencier (doctorant en histoire de l'Université de Sherbrooke, Histoire des HLM et des offices d'habitation)</p> <p>Hôtel Le Dauphin - Montréal</p> <p>Le Square Phillips Hôtel & Suites</p>	<p>Contrat gré à gré</p> <p>Appel sur invitation</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Appel sur invitation</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Contrat gré à gré</p> <p>Entente gouvernementale</p> <p>Entente gouvernementale</p>	22 440,86 \$**

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Mode d'octroi de contrat (Gré à gré, appel sur invitation, entente gouvernementale)	Coût global
Rendez-vous de l'habitation 2014 Thème : Conjuguer l'habitat au futur	Organisation d'événements	Société du Palais des congrès de Montréal (salles) Le Groupe SPL Société du Palais des congrès de Montréal Autobus Auger inc. Capital Traiteur Montréal inc. Marie-Claude Lavallée.com, Marie-Claude Lavallée, animatrice André Casault, conférencier (architecte et professeur à l'École d'architecture de l'Université Laval) Les Consultants Avi Friedman inc., Avi Friedman, conférencier (spécialiste en urbanisme et professeur à l'École d'architecture de l'Université McGill) Frédéric Fleury Payeur, conférencier (démographe à l'Institut de la statistique du Québec) Premiumbeat.com (musique) Les Copies de la Capitale inc. Les productions Reprografic inc. Hôtel Le Dauphin Montréal Le Square Phillips Hôtel & Suites Taxi Coop Québec	Contrat gré à gré Appel sur invitation Contrat gré à gré Appel sur invitation Contrat gré à gré Contrat gré à gré Contrat gré à gré Contrat gré à gré Contrat gré à gré Appel sur invitation Contrat gré à gré Entente gouvernementale Entente gouvernementale Entente gouvernementale	47 677,35 \$**

* Seuls les frais de déplacement pour le personnel de la Direction des communications de la SHQ sont inclus.

** Les frais de déplacement du Centre de services partagés du Québec ou d'une firme externe ou des deux, selon le cas, et ceux du personnel de la Direction des communications de la SHQ sont inclus.

*** Les conférences de presse retenues concernant les projets *AccèsLogis Québec* sont les visites de chantier, les pelletées de terre et les inaugurations. Sont exclues les conférences relatives aux engagements conditionnels et définitifs ainsi que les réserves d'unités.

Données au 28 février 2015.

QUESTION 5

**LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION
LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2014-2015
AINSI QUE LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE**

Aucune dépense en formation spécifique à la communication.

**LA LISTE DES DÉPENSES ET DES SOMMES DÉPENSÉES EN FORMATION DE
COMMUNICATION ORGANISÉE PAR LE MINISTRE OU L'ORGANISME POUR LE
PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS
DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2014 AINSI QUE LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE**

Aucune au 28 février 2015.

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2014-2015

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT *	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
CDW Canada inc.	Services professionnels de formation pour l'introduction à l'utilisation du logiciel CommVault à la Société d'habitation du Québec	4 287,60 \$	Gré à gré
Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ)	Hébergement des données du Centre d'expertise en habitation	7 500,00 \$	Gré à gré
Construction maison passive inc.	Services professionnels d'expertise conseil spécialisée en matière de bâtiment à basse consommation énergétique en support aux concepteurs du projet de prototype d'habitation nordique	4 497,00 \$	Gré à gré
Éditions Protégez-Vous, Les	Espace publicitaire sur le site Internet de Protégez-vous	4 995,00 \$	Gré à gré
Formation Qualitemps inc.	Services professionnels pour une formation spécifique dédiée à l'équipe de gestion documentaire de la Société d'habitation du Québec	2 500,00 \$	Gré à gré
Gestion de collections informatisées inc. (GCI inc.)	Renouvellement annuel du contrat de soutien technique du progiciel <i>Gestion Virtuelle.Net de la Solution Gestion Documentaire et de la Solution Correspondance et mandats</i>	3 079,00 \$	Gré à gré
Informatique Pro-Contact inc.	Services professionnels d'assistance à l'installation de la solution de sauvegarde de données de la Société d'habitation du Québec	12 455,00 \$	Appel d'offre sur invitation
L'Institut FormaSion du Québec inc.	Services professionnels pour la formation <i>Penser, organiser et présenter avec MindManager</i> aux employés de la Société d'habitation du Québec	4 700,00 \$	Gré à gré
Les Conseillers Acti- Communications inc.	Services professionnels pour offrir la formation <i>L'écriture stratégique</i> aux employés de la Société d'habitation du Québec	10 000,00 \$	Gré à gré
Les Consultants Avi Friedman inc.	Préparation et présentation d'une conférence lors du Rendez-vous de l'habitation de la Société d'habitation du Québec du 7 octobre 2014	3 541,75 \$	Gré à gré
Lyne Savard	Services de nature technique pour assurer les activités relatives aux frais d'administration	17 976,00 \$	Gré à gré
Marie Trépanier	Services professionnels pour le développement d'un cadre de formation destinée aux inspecteurs responsables de la livraison des programmes d'amélioration de l'habitat de la Société d'habitation du Québec	24 000,00 \$	Gré à gré

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT *	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
Marie-Claude Lavallée.Com	Services professionnels pour l'animation du Rendez-Vous de l'habitation et des Entretiens sur l'habitat, les 7 et 8 octobre 2014	4 000,00 \$	Gré à gré
Mouvement Québécois de la qualité (M.Q.Q.)	Services professionnels en accompagnement pour la réflexion stratégique lors d'une rencontre de gestionnaires	15 359,51 \$	Gré à gré
Octopus-ITSM.Com inc.	Préparation et accompagnement à l'implantation du logiciel Octopus et accompagnement des utilisateurs de la Société d'habitation du Québec	17 485,00 \$	Gré à gré
Services conseils RDI inc.	Hébergement du logiciel PDRWEB et services conseils pour le plan de relève et le plan de continuité de services de la Société d'habitation du Québec	3 500,00 \$	Gré à gré

* Données au 28 février 2015

QUESTION 8**LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS EN 2014-2015 EN INDIQUANT LA LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS, AINSI QUE LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU**

DESCRIPTION	SOUMISSIONNAIRES	MONTANT	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
Certification des états de financement et des dépenses des ententes Canada-Québec, SCHL-SHQ	Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.	259 600,00 \$	1 seul soumissionnaire conforme, admissible et acceptable
Services professionnels comptables pour la vérification de conformité de 75 mandataires de la SHQ	Mallette S.E.N.C.R.L.	95 625,00 \$	Meilleur résultat qualité-prix
	Richter S.E.N.C.R.L./LLP	112 500 \$	
	Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.	113 500 \$	
Acquisition de services professionnels pour la gestion et le règlement des sinistres dans le cadre du Régime de protection des biens de la SHQ (Note 1)	Cunningham Lindsey Canada Claims Services Ltd	287 677 \$	Meilleur résultat qualité-prix
	Indemnipro	439 890 \$	

D'autres informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Note 1 : Aucune rémunération n'est versée par la SHQ. Chaque mandat confié au Prestataire de services sera rémunéré par l'organisme l'ayant sollicité

Données au 28 février 2015.

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

Mode d'octroi du contrat	Soumission publique
Motif de la demande	Maintien en place pour quatre mois supplémentaires de ressources travaillant à la réalisation de différents projets découlant du Plan stratégique des technologies de l'information, en attente de la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie d'approvisionnement et d'un programme de qualification de prestataires de services.
Nom du fournisseur	GDG Informatique et gestion inc.
Coûts additionnels autorisés	153 153 \$ (portant le montant accordé de 1 531 530 \$ à 1 684 683 \$)

D'autres informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 10

**LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION
PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS
OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2014-2015**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015 :

- A. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE;**
- B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);**
- C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;**
- D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;**
- E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;**
- F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;**
- G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;**
- H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.**

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2014-2015**

Nom du projet :

ARA - Archivage et refontes d'applications de faible envergure

Nature du projet :

La Société conserve dans ses infrastructures (plates-formes centrales et micros) plusieurs systèmes inutilisés ou consultés qu'à l'occasion. De plus, il subsiste quelques petites applications sur la plate-forme micro qu'il faudrait refaire dans des technologies récentes. La Société a comme cible de réduire le nombre de technologies souvent désuètes et de systèmes à supporter. Ce projet a pour but d'élaborer une stratégie d'archivage, de la mettre en œuvre et de remplacer les quelques systèmes toujours requis, mais nécessitant une mise à jour technologique de faible envergure.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

433,2 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes évaluations du coût du projet : 433,2 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet¹ : 63,9 k\$

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
Non, le projet est étroitement lié au projet MPC (Modernisation de la Plate-forme centrale). Le logiciel libre sera considéré au même titre que le développement maison.

¹ Données au 31 janvier 2015

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2014-2015**

Nom du projet :

CEF - Collecte des états financiers

Nature du projet :

Ce projet concerne la collecte des données financières d'organismes subventionnés qui permettra le suivi des conventions convenues entre l'organisme et la Société d'habitation du Québec et l'élaboration de divers ratios et indicateurs pour l'évaluation des risques financiers.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

270,1 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes évaluations du coût du projet : 270,1 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet¹ : 72,1 k\$

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
Non, le besoin est propre à la mission de la SHQ et n'a pas d'équivalent dans le logiciel libre.
Un développement maison a donc été réalisé.

¹ Données au 31 janvier 2015

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2014-2015**

Nom du projet :

INT – Gestion du financement

Nature du projet :

Ce projet a pour objectif d'améliorer et de faire évoluer le système INT (Gestion du financement). Il vise plusieurs améliorations systémiques et une plus grande stabilité.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

240,8 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes évaluations du coût du projet : 240,8 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet¹ : 152,0 k\$

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
N/A.

¹ Données au 31 janvier 2015

**POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA
DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-
MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ
DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2014-2015, DE CHACUNE DES DÉPENSES
SUIVANTES**

	Dépenses 2014-2015 (en \$)
Multifonctions et reprographie	90 901,80
Mobilier de bureau incluant ameublement	7 564,43
Décoration et embellissement	0,00
Distributeurs d'eau de source	0,00
Frais d'hébergement	102 457,83
Frais de repas	65 544,88
Frais de transport	174 636,96
Frais d'alcool et de fêtes	4 161,15
Perfectionnement, congrès et colloques	
a) au Québec	207 574,35
b) à l'extérieur du Québec	16 148,84

Données au 28 février 2015.

SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2014-2015 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE

	Cellulaires	Téléphones intelligents	Ordinateurs portables et tablettes électroniques	Téléavertisseurs
Nombre d'appareils	64	63	105	0
Coûts d'acquisitions (incluant accessoires)	0 \$	947,38 \$	1 859,18 \$	0 \$
Coûts d'utilisation (frais d'itinérance et interurbains)	2 181,57 \$			
Coûts de résiliation	0 \$			
Nombre de minutes utilisées	99 769			
Nom des fournisseurs	Rogers Direct (réseau Rogers)			
	B-Tel (réseau Bell)			
Coûts des contrats téléphoniques	32 128,25 \$			

Données au 28 février 2015.

NOMBRE ET RÉPARTITION DES EMPLOYÉS RÉGULIERS EN POSTE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
SELON LE SEXE, L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE AU 5 MARS 2015

35 ANS ET PLUS

Catégorie d'emploi	Selon le sexe					Selon l'appartenance à un groupe-cible ¹											
	Hommes		Femmes		Total	Personnes handicapées			Mem. Comm. Culturelles			Autochtones			Anglophones		
	Nombre	%	Nombre	%		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Administrateur d'État ²	2	1,7	1	0,6	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	7	5,9	13	7,7	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	92	77,3	78	46,4	170	2	0	2	8	9	17	0	0	0	2	1	3
Fonctionnaires/Ouvriers	18	15,1	76	45,2	94	0	0	0	0	5	5	0	0	0	0	0	0
TOTAL	119		168		287	2	0	2	8	14	22	0	0	0	2	1	3
% par rapport à l'effectif régulier en poste	41,5%		58,5%			0,7%			7,7%			0,0%			1,0%		

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du programme d'accès à l'égalité.
2. Excluant 1 administrateur d'État non assujetti à la Loi sur la fonction publique.

NOMBRE ET RÉPARTITION DES EMPLOYÉS RÉGULIERS EN POSTE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
SELON LE SEXE, L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE AU 5 MARS 2015

MOINS DE 35 ANS

Catégorie d'emploi	Selon le sexe					Selon l'appartenance à un groupe-cible ¹											
	Hommes		Femmes		Total	Personnes handicapées			Mem. Comm. Culturelles			Autochtones			Anglophones		
	Nombre	%	Nombre	%		H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Administrateurs d'État	0	0,0	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	0	0,0	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	20	87,0	27	81,8	47	0	0	0	4	2	6	0	1	1	1	0	1
Fonctionnaires/Ouvriers	3	13,0	6	18,2	9	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0
TOTAL	23		33		56	0	0	0	6	2	8	0	1	1	1	0	1
% par rapport à l'effectif régulier en poste	41,1%		58,9%			0,0%			14,3%			1,8%			1,8%		

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du programme d'accès à l'égalité

INFORMATIONS SUR LES EFFECTIFS DE LA SOCIÉTÉ

C - Nombre total de jours de maladie pris par le personnel :

Du 1^{er} avril 2014 au 6 mars 2015 : 2 361,5 jours

D - Nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	- de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Administrateurs d'État	0	1	2	0	3
Cadres	5	10	5	1	21
Professionnels	53	94	35	43	225
Fonctionnaires / Ouvriers	51	36	11	10	108
TOTAL	109	141	53	54	357

Notes :
Données au 6 mars 2015.
Exclus 1 administrateur d'État non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.
Exclus les étudiants et stagiaires.
La valeur estimée n'est pas une information disponible.

G - Nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi :

Catégorie d'emploi	- de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et +	TOTAL
Administrateurs d'État	2	1	0	0	3
Cadres	12	9	0	0	21
Professionnels	152	72	1	0	225
Fonctionnaires / Ouvriers	72	35	1	0	108
TOTAL	238	117	2	0	357

Notes :
Données au 6 mars 2015.
Exclus 1 administrateur d'État non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.
Exclus les étudiants et stagiaires.
La valeur estimée n'est pas une information disponible.

H - Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I - Nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation :

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. En raison des paragraphes 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

J - Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions) :

Année financière	Cadres supérieurs		Cadres juridiques		Cadres intermédiaires		Professionnels		Fonctionnaires/ Ouvriers		Total
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	
Au 5 mars 2015 ¹	21	1	1	0	0	0	185	32	87	16	343

1. Exclus 1 administrateur d'État non assujéti à la *Loi sur la fonction publique*.

K - Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

Année financière	Expert	Émélite	Total
Au 5 mars 2015	47	5	52

L - Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

2014-2015 : 18 (données au 5 mars 2015)

M - Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Année financière	Cadres supérieurs		Cadres juridiques		Cadres intermédiaires		Professionnels		Fonctionnaires/ Ouvriers		Total ²
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	
Au 5 mars 2015 ¹	22	1	1	0	0	0	193	33	112	22	384

- 1. Comprend les administrateurs d'État assujettis et non assujettis à la *Loi sur la fonction publique*.
- 2. Incluant le personnel régulier, occasionnel et étudiant.

N - Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

O - Nombre d'employés permanents et temporaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

P - Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES EN 2014-2015 PAR LE PERSONNEL
ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

	TOTAL NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES		NOMBRE D'HEURES PAYÉES		MONTANT PAYÉ		NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		VALEUR MONÉTAIRE DES HEURES COMPENSÉES	
	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.
SOUS-TOTAL	519,81	5 482,25	142,70	1 438,44	5 508,61 \$	67 997,94 \$	377,11	4 043,81	14 310,34 \$	169 849,36 \$
TOTAL	6 002,06		1 581,14		73 506,55 \$		4 420,92		184 159,70 \$	

Données au 6 mars 2015, excluant les étudiants et stagiaires.

LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL¹

Catérogie d'emploi ²	avril 2014	mai 2014	juin 2014	juil. 2014	août 2014	sept. 2014	oct. 2014	nov. 2014	déc. 2014	janv.2015	fév. 2015	mars 2015 ¹	TOTAL
Administrateurs d'État	0,0	5,0	5,0	14,0	36,0	0,0	1,0	1,0	4,0	5,0	0,0	0,0	71,0
Cadres	1,5	1,5	29,0	99,5	216,0	14,0	6,0	6,0	32,0	25,0	20,5	21,0	472,0
Professionnels	183,5	132,5	355,5	1 031,0	1 499,0	232,5	174,0	219,0	454,5	209,0	98,5	169,0	4 758,0
Fonctionnaires/Ouvriers	115,5	79,5	192,0	425,5	611,5	90,5	64,0	80,0	288,5	104,0	85,0	54,0	2 190,0
TOTAL	300,5	218,5	581,5	1 570,0	2 362,5	337,0	245,0	306,0	779,0	343,0	204,0	244,0	7 491,0

1. Données au 6 mars 2015.
2. Excluant les étudiants et stagiaires, ainsi qu'un administrateur d'État non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME :

A. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2014-2015;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;

C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2015-2016 ET 2016-2017 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES;

D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

Remplacements	Départs prévus en 2015-2016 ¹	Départs prévus en 2016-2017 ¹	Engagés à contrat entre le 1 ^{er} avril 2014 et le 31 mars 2015
10	45	8	1

1. Données fournies en avril 2014 par la CARRA, sur l'admissibilité à la retraite sans réduction actuarielle.

Aucune indemnité de retraite n'est prévue être versée en 2015-2016 ou 2016-2017.

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2014-2015

Emplacements de la location	Superficie du local loué	Coût annuel	Coût des rénovations réalisées
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, 1 ^{er} , 3 ^e et 4 ^e étage Québec	8 835,58 m ²	1 874 495,04 \$	37 500,84 \$
500, boul. René-Lévesque Ouest, 5 ^e étage Montréal	1 853,68 m ²	646 482,72 \$	0 \$
1001, avenue de Vitré Québec	694,36 m ²	74 469,84 \$	0 \$

Les locaux occupés sont loués, selon entente de renouvellement annuel, auprès de la Société québécoise des infrastructures (SQI).

Données au 31 mars 2015.

**POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES
MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES
ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2014-2015, DU
DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX
EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS**

En 2014-2015, il n'y a aucun coût de déménagement, d'aménagement, de rénovation ou autres travaux dans les espaces occupés par la haute direction de la Société d'habitation du Québec.

**LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES
MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2014-2015**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2014-2015
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU
MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME**

Organismes/personnes bénéficiaires		Montant
1.	Fondation des Sourds du Québec	500 \$
2.	Fondation Office municipal d'habitation de Montréal	500 \$
3.	Inter-Loge – Centre-Sud	800 \$
4.	École Nationale d'Administration publique (ÉNAP)	10 000 \$
5.	Conseil régional des élus (CRÉ) – Chaudière-Appalaches	30 000 \$
6.	Regroupement des OSBL d'habitation et d'hébergement avec support communautaire en Outaouais (ROHSCO)	15 000 \$
7.	Fondation Fernand-Chalifoux-Waskahegen	400 \$
8.	Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC)	11 863 \$
9.	Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (PECH)	4 000 \$
10.	Entraide	500 \$
11.	Ashrae Research Community (ASHRAE) –Chapitre Ville de Québec	300 \$
12.	Coalition d'aide aux victimes de la pyrrhotite	45 000 \$
13.	Institut sur le vieillissement et la participation sociale des aînés	1 225 \$
14.	Réseau québécois de développement social	10 000 \$

Données au 25 mars 2015

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 23

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET PAR CATÉGORIE D'ÂGE. FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES
ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET
AUTRES**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2014-2015, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT : LE COÛT, LE FOURNISSEUR ET LA NATURE DU SERVICE

Description	Nombre	Montant (\$)
01Net	1	160,37
Above & Beyond : Canada's arctic journal	1	30,00
Accès à l'information et protection des renseignements	1	1 267,00
Accès à l'information, Loi annotée	2	455,80
Accesazim	1	1098,40
Actualité, L'	1	38,95
Actualités habitat	1	665,51
Affaires, Les	1	59,95
Architect	1	79,09
Architectural record	2	254,27
Architectural review	1	182,30
Architecture d'aujourd'hui	1	230,40
Bel âge	1	21,95
Bulletin Droit immobilier	1	105,00
Cahiers techniques du bâtiment	1	291,29
Canadian Architect	2	109,90
Continuité	1	36,00
Courrier international	1	250,00
Courrier parlementaire	1	1 950,00
Devex	1	990,51
Droit municipal – Principes généraux et contentieux	1	1 514,00
Economist, The	1	149,47
Espaces et sociétés	1	104,94
Fine Homebuilding	1	45,94
Force	1	30,00
Formes	1	21,75
Futuribles	1	178,93
Gestion : revue internationale de gestion	1	53,00
Housing policy debate	1	656,82
Intérieurs	1	45,00
International journal of housing policy	1	926,43
IT for business	1	262,99
Itinéraire, L'	1	124,18
Journal de l'assurance	1	34,50
Journal of the American Planning Association	1	182,82

Journaux divers (Le Soleil, Journal de Québec, La Presse, The Globe and Mail, The Gazette, Le Devoir)		3 896,65
La Référence en droit civil et droit Québec	1	1 705,00
Légis Québec	1	795,00
Le Petit Robert	1	27,52
Maison du 21 ^e siècle	2	43,40
Normes ouvrages routiers	1	38,20
Nunatsiaq News	1	85,71
PC Magazine	1	21,73
PC World	1	19,97
Protégez-vous	1	79,00
Quorum	1	52,00
Répertoire des municipalités du Québec (mises à jour)	1	150,00
Toujours au front	2	30,00
Tu bâtis, je rénove	1	95,71
Urbanisme	2	519,68
Vie et vieillissement	1	90,00
Virage	1	10,49

Données au 28 février 2015

LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE

Aucune dépense n'a été effectuée par la Société d'habitation du Québec pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre, en 2014-2015.

**POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC
(INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS),
FOURNIR POUR 2014-2015**

- Site Internet de la Société d'habitation du Québec www.habitation.gouv.qc.ca.
Magazine Web de la Société d'habitation du Québec Espace Habitat www.espacehabitat.gouv.qc.ca.
- Site Internet : Infoglobe, Zengo, Daniel Lafrenière inc., la Direction des ressources informationnelles et la Direction des communications.
Espace Habitat : Unikmédia et la Direction des communications.
- Site Internet : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2014-2015.
Espace Habitat : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2014-2015.
- Site Internet : L'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site sont faits à l'interne.
Espace Habitat : Il n'y a eu aucuns frais d'entretien à l'externe pour le magazine. Pour la période d'avril 2014 à février 2015, l'hébergement est fait à l'externe au coût de 453,82 \$.
- Aucune refonte ou modernisation n'a été effectuée en 2014-2015.
- Site Internet : Le site Internet est mis à jour sur une base journalière.
Espace Habitat : Le magazine Web est mis à jour sur une base hebdomadaire.
- Site Internet : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.
Espace Habitat : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.

**NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2014, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES,
NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS OU AUTRES**

Aucune nomination.

**POUR 2014-2015, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE
POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES
DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS
À L'INFORMATION EN 2014-2015**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015.

**LA LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT
PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES
POUR 2014-2015**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2014-2015 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

**LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE
MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE
FINANCIÈRE 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS POUR 2015-2016**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**TEL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS,
L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE
ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE
OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE
CHACUN DE CEUX-CI, LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS,
PERMIS, DROIT, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR 2014-2015**

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2014-2015.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2014-2015 ET LES PRÉVISIONS 2015-2016

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN
2014-2015 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE
GOUVERNEMENT**

Programmes à frais partagés	Prévisions 2014-2015 Revenus fédéraux (SCHL) (en milliers \$)
SBL Public - Régulier	218 481
SBL Public - Inuit	49 627
SBL Privé - Autochtones (urbains et ruraux)	10 763
SBL Privé - Régulier et spécial	23 292
Supplément au loyer	20 600
Allocation logement	35 514
AccèsLogis Québec	9 711
Frais d'administration de la SHQ	6 015
Total	374 003

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS

Le montant total des bonis versés entre le 1^{er} avril 2014 et le 31 mars 2015 est de 84 181,74 \$.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION) INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT

Du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015, aucune allocation de départ n'a été versée.

FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

**POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA
FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES
SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT
ASSIGNÉE**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION 41

**POUR 2014-2015, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION
PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS
FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

**LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL
EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS
À CES PERSONNES**

Aucun comité n'a été formé.

QUESTION 43

POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014-2015 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2015-2016. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2014-2015, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2015-2016, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 45

LISTE DES SITUATIONS EN 2014-2015 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015. INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

QUESTION 46

**NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS À L'ÉLABORATION ET À LA MISE
EN OEUVRE DU PLAN NORD EN 2014-2015 ET PRÉVISIONS POUR 2015-2016**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

QUESTION 47

**VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À L'ÉLABORATION ET À LA
MISE EN OEUVRE DU PLAN NORD POUR 2014-2015 ET PRÉVISION POUR 2015-2016**

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT GLOBAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2014-2015 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

**CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES
ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS,
INSTITUTIONS OU AUTRES) ET CE POUR 2014-2015**

La dépense totale (opération et capital) :

Opération

Encadrement :	443,4 k\$
Continuité :	3 738,9 k\$

Capital

Projets :	5 468,1 k\$
-----------	-------------

Dépense totale :	<hr/> 9 650,4 k\$
------------------	-------------------

Les grands dossiers en cours :

Les informations sont disponibles au tableau de bord
(site Internet : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

Veillez vous référer à la réponse de la question 11.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU

A) MASSE SALARIALE :

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du conseil du trésor.

B) INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU :

Aucune indemnité de retraite n'a été versée en 2014-2015.

QUESTION 51

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR 2014-2015, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME

Veuillez vous référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15.

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN
DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA
SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE
25 NOVEMBRE 2014**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES OU AMORCÉES EN 2014-2015 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'information sera présentée au rapport annuel 2014-2015.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2014-2015 EN INDIQUANT POUR CHACUN :

- A. LE SUJET;**
- B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;**
- C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;**
- D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.**

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

